



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 17 mars 1979

N° 14

PRIX : ANTILLES 1,50F  
FRANCE 2F

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.  
Pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

## Editorial

POUR FAIRE RECULER

ETAT ET PATRONS

UNE VOIE : LA LUTTE

L'explosion de colère des sidérurgistes lorrains dans les rues de Longwy et de Denain, les manifestations de ces travailleurs qui refusent de payer par des milliers de licenciements la crise capitaliste aura eu comme conséquence certain remue-ménage politique aboutissant à la convocation de l'assemblée nationale en session extraordinaire.

Mais, le plus important pour les travailleurs de Lorraine et du Nord c'est le recul qu'ils ont déjà infligé au patronat. Ils ont obtenu l'avancement de la pré-retraite pour tous et la suspension provisoire de tous les licenciements. Ce n'est pas encore la victoire totale mais en tout cas ce qu'ils ont obtenu est loin d'être négligeable.

Et ce fait ne rend que plus dérisoire la convocation de l'assemblée nationale en session extraordinaire qui, pas plus que «d'ordinaire» ne changera quoi que ce soit au sort des travailleurs. Ce qu'ils ont déjà obtenu les travailleurs ne le doivent qu'à leurs luttes, tout comme ce qu'ils obtiendront demain.

L'assemblée nationale n'a aucun pouvoir réel et certainement pas celui de changer ou même de modifier un tant soit peu favorablement le sort des travailleurs. Elle est soumise au pouvoir de Giscard et de Barre qui est le pouvoir des riches et des possédants.

Et il en est de même pour toutes les petites assemblées liées à l'appareil administratif de l'Etat bourgeois, il en est de même du conseil général. Cette assemblée «départementale» pour laquelle on appelle à envoyer 18 conseillers généraux les 18 et 25 Mars prochain, est entièrement soumise aux préfets et au gouvernement. Elle ne peut rien décider, rien régler des grands problèmes des travailleurs : Vie chère, Bas salaires, licenciements, chômage. Seuls quelques vœux sont émis par les conseillers, que le gouvernement prend ou ne prend pas en compte, voilà tout le pouvoir de nos «représentants locaux». Aussi la seule façon pour les travailleurs d'utiliser cette assemblée c'est d'y exprimer leur colère, cette même colère qu'ils expriment dans les rues ou pendant leurs grèves. C'est pour cela et cela seul qu'il est intéressant d'y envoyer des candidats révolutionnaires.

Mais si les travailleurs veulent vraiment changer leur sort c'est surtout sur leurs luttes qu'ils doivent compter.

A Denain, à Longwy, un seul grand coup de colère a obligé patrons et gouvernants à changer de ton.

Il n'y a pas d'autres façons de se faire entendre et d'obtenir satisfaction.

Et la lutte qu'ont menée les travailleurs de Bata, celle que mènent actuellement les travailleurs de Socaltra en Martinique creusent déjà le bon sillon.

## Martinique: LES TRAVAILLEURS DE SOCALTRA DISENT NON AUX LICENCIEMENTS !

Mardi matin les ouvriers réunis en une assemblée générale convoquée sur le tas, attendaient de pied ferme le patron pour lui demander des comptes sur les 15 licenciements annoncés pour la fin du mois. Le patron, M. REIN, sans doute averti par quelque source mystérieuse, n'osa pas se montrer de toute la journée. Aussi, après deux heures de débrayage, ne le voyant pas venir, les ouvriers reprirent le travail, bien décidés cependant à remettre à plus tard l'entrevue.

Ainsi, les manœuvres commencées par le patron pour tenter de semer la division entre les ouvriers ont échoué. Tous se dressent avec fermeté contre les licenciements et contre le mois de mise à pied forcée que

veut leur imposer la direction, sous prétexte que l'entreprise «a des difficultés». Le patron a ainsi fait afficher, avec d'ailleurs la complicité plus ou moins avouée du Comité d'Entreprise, la liste des 15 licenciés, sans donner les noms, mais en précisant les catégories de chacun des ouvriers visés. Il espérait sans doute que les travailleurs réagiraient individuellement en espérant chacun ne pas être touché par les licenciements. Mais il s'est trompé dans ses calculs, car la réaction des travailleurs a été unanime : ils refusent tous catégoriquement les licenciements !

Par contre ils proposent leurs propres solutions au patron : puisque celui-ci affirme que le travail manque, ils sont d'accord

pour ne travailler que 35 heures par semaine mais sans diminution de salaire ! D'ailleurs, il n'y a qu'à faire les comptes : une réduction d'horaire de 5 heures par semaine et par personne dégage 560 heures par semaine. Cela représente du travail pour 16 personnes ! Seulement, il n'est pas question de diminuer les salaires et ils exigent même une 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés.

Il leur faut maintenant rester mobilisés et prêts à la lutte au cas où le patron oserait mettre ses menaces à exécution.

Les ouvriers sidérurgistes en France montrent bien que seules la force et la lutte peuvent faire reculer le patronat. Ceux de la Socaltra sont décidés eux aussi à le faire céder.

## LA JEUNESSE DOIT REJOINDRE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS POUR UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE



Après les affrontements qui ont opposé les élèves noirs de Baimbridge à un groupe de jeunes blancs s'affirmant ouvertement comme racistes, la tension reste vive dans le lycée et les discussions vont bon train.

Nous l'avons dit — si des jeunes blancs osent afficher leur racisme, c'est qu'ils vivent dans un milieu blanc qui est raciste et méprisant envers la population des Antilles.

Et si des Européens se sentent assez en confiance pour afficher leur racisme, c'est parce qu'ils se savent couverts par un pouvoir colonial qui protège leurs intérêts et est prêt à réprimer les peuples des Antilles pour cela.

Le problème qui est posé n'est donc pas celui de la lutte contre le racisme. Les blancs sont minoritaires dans ce pays. Leur racisme ne peut être que la traduction de leur domination politique et économique.

Il ne s'agit donc pas de mener la lutte contre «les blancs», mais de faire disparaître le pouvoir qui s'appuie sur cette minorité blanche.

C'est dans la lutte politique pour la libé-

ration des Antilles que la jeunesse doit s'engager. Les générations précédentes n'ont fait que poser le problème de l'oppression nationale des dits «DOM», Guadeloupe et Martinique.

Les générations d'aujourd'hui doivent s'engager dans le combat libérateur qui mettra fin à la domination coloniale.

Le pouvoir colonial lui-même ne représente pas l'obstacle, ni la difficulté majeurs. Tous les peuples du monde qui ont été dominés ont réussi, une fois décidés à lutter, à chasser et vaincre les oppresseurs. Un peuple décidé à arracher sa liberté est un peuple invincible.

Reste que la lutte contre le pouvoir colonial ne s'improvise pas. C'est une affaire qui concerne en premier lieu les travailleurs de ce pays. C'est vers eux que la jeunesse des écoles doit se tourner. Sans la participation active et consciente des travailleurs en tant que classe, tout changement politique — même après une lutte de libération nationale — débouchera sur un Etat indé-

(suite en page 4)

## Guadeloupe : CEUX DE BATA ONT GAGNÉ !

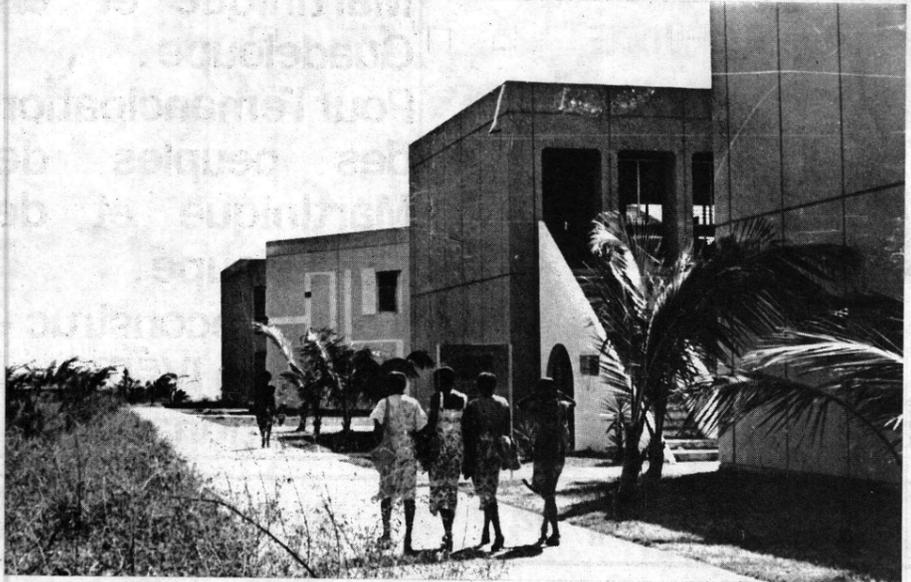
Ceux de BATA ont gagné. La lutte qu'ils avaient entreprise depuis décembre dernier, d'abord sous la forme de «grèves à répétition», puis à partir du premier février, sous la forme d'une grève illimitée jusqu'à satisfaction, s'est achevée le 13 mars. La direction de BATA, qui prétendait ne pas vouloir céder, et exerçait toutes sortes de pressions sur le personnel pour qu'il reprenne les mains presque vides, a dû accorder finalement des avantages non négligeables.

C'est ainsi que le salaire minimum de base, pour la catégorie la moins bien payée (femmes de ménage par exemple) passe d'un peu plus de 1.500 F à 1.770 F. De plus, il a été accordé 1 % de plus par année d'ancienneté, et ce jusqu'à concurrence de 12 ans. Les employés percevront également une prime de fin d'année nettement supérieure à celle qu'ils recevaient précédemment. Enfin, l'horaire hebdomadaire passe de 42h30 à 40h sans diminution de salaire. «L'intéressement» des travailleurs, c'est-à-dire un pourcentage accordé à chaque vendeuse en rapport avec le chiffre de ses ventes, a été maintenu : les grévistes réclamaient sa suppression, et une plus grande augmentation du salaire fixe, mais là-dessus un compromis a dû être réalisé, la direction tenant particulièrement à maintenir ce système.

Il n'empêche que la victoire des travailleurs est incontestable, et que cette victoire, ils ne la doivent qu'à leur détermination. Ceux de BATA ont montré qu'il est possible de faire céder les patrons, sur des objectifs non négligeables, à condition de s'en donner les moyens.

Max RODON

# Martinique : UN DRAME PREVISIBLE A L'UNIVERSITE



L'Université

Lundi 12, tous les étudiants du campus universitaire, ainsi que leurs professeurs et le personnel administratif, descendaient en masse à Fort-de-France et organisaient un sit-in devant la Préfecture. La colère était grande à la suite de l'agression sauvage dont avait été victime une étudiante l'avant-veille au soir. Celle-ci en effet rentrait vers 20h30 par la route déserte et mal éclairée menant au campus, lorsqu'elle fut attaquée et assommée par un inconnu. On la retrouva, gisant ensanglantée dans le fossé.

Or, voilà longtemps que les étudiants et le personnel de l'Université dénoncent avec force le manque de sécurité aux abords du campus, l'absence de transports à partir de 18h, et l'éclairage tout à fait insuffisant, sinon totalement inexistant du campus lui-même et de la route qui y mène.

Le préfet s'est déclaré incompetent devant leurs revendications. Il n'a su que leur proposer un dérisoire tour de garde de police entre 20h et 21h ! Cela ne peut évidemment satisfaire les étudiants qui exigent au moins la présence permanente d'un gardien, en plus de l'éclairage et d'un service de transports le soir.

Le préfet les a renvoyés au Recteur ! A l'heure où nous écrivons, satisfaction ne leur a toujours pas été donnée et les étudiants poursuivent leur mouvement de protestation, soutenus par les professeurs et le personnel universitaire.

Cette affaire a soulevé une grande émotion. Mais en fin de compte la responsabilité en incombe aux autorités administratives, rectorales et ministérielles, qui se sont montrées incapables de fournir une université décente aux étudiants antillais. Malgré les salles climatisées et le tape-à-l'œil d'une architecture moderne, l'université apparaît plus comme une sorte de camp retranché

et coupé du monde, que comme un centre de culture bouillonnant d'une intense vie sociale. Les autorités auraient voulu isoler les étudiants qu'elle n'aurait pas mieux fait en les envoyant dans ce lieu désert ! Mais surtout, les crédits destinés à cette université ont été calculés au plus juste, si bien que, si les bâtiments sont debout, toute une série d'installations nécessaires manque encore, comme l'éclairage, les sanitaires dans la résidence, le service d'autobus pour desservir régulièrement le campus à toute heure, le nombre de livres indispensables à la bibliothèque. Quant au personnel il est nettement insuffisant pour assurer une marche correcte de l'université.

Toutes ces insuffisances dues au manque de crédits entraînent donc des carences à divers niveaux. Et l'absence de sécurité que ressentent les étudiants, ainsi que l'inconfort permanent pour les résidents du campus qui des 6 heures du soir se voient bloqués sur le plateau de Schœlcher sans possibilité d'en sortir (à moins de posséder une voiture), ne sont que les conséquences du je-m'en-fichisme rectoral et du régime d'austérité appliqué rigoureusement par le ministère à l'université antillaise.

Aussi étudiants, enseignants et personnel universitaire ont-ils bien raison de s'en prendre avec vigueur aux vrais responsables que sont les autorités coloniales.

Quant à ceux qui, comme France-Antilles, proposent comme solution que «l'élément féminin qui fréquente les cours» «évitent désormais les sorties le soir», ils ne font que montrer leur mépris pour les étudiants et leur complicité directe avec ceux qui organisent la gabegie et le mauvais fonctionnement systématique du système d'enseignement à la Martinique.

## GUADELOUPE

# DES ROUTES QUI TUENT

L'émoi causé au sein de la population par les accidents de la circulation de ces derniers temps, est grand. Parce que ceux-ci sont spectaculaires, faisant de nombreuses victimes, des jeunes pour la plupart. Mais voilà bien longtemps que cette situation existe. Et nombre de familles sont endeuillées. Orphelins et handicapés sont le tribut payé à la circulation routière. La gravité du problème est telle que FR3 a entrepris depuis quelques jours une campagne de sensibilisation à la télévision, où des conseils sont donnés aux automobilistes...

Ce phénomène devient en Guadeloupe un véritable fléau social.

Certains mettent essentiellement en cause l'imprudence des chauffeurs, car disent-ils, ceux-ci conduisent trop vite et sont de véritables fous du volant. C'est vrai que les chauffeurs imprudents et irresponsables sont nombreux. C'est vrai que du fait de leur imprudence, ils mettent non seulement leur vie en danger mais aussi celle d'autrui. Cependant, ce n'est pas seulement l'imprudence des chauffeurs qui est en cause.

Le croire revient à dédouaner trop facilement les pouvoirs publics, alors qu'ils ont une lourde responsabilité dans cette question. L'état des routes fait de celles-ci de véritables cimetières. Trop de virages dan-

gereux, trop de trous dans les routes; trop de carrefours (Grand-Camp, carrefour au niveau de Supérette...) ont été construits en dépit du bon sens. Des routes pour la construction desquelles les normes de sécurité ne sont pas respectées et qui sont facilement abîmées par les véhicules les plus lourdement chargés. Pluies, ruissellements attaquent aussi le revêtement. Or ces routes ne sont guère entretenues. Combien de temps en effet, la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) attend avant de boucher un trou, d'agrandir un pont trop étroit. Pour supprimer un poteau de signalisation (carrefour Abymes) que de géniaux ingénieurs avaient placé au beau milieu d'une route à grande circulation, il fallut plusieurs accidents mortels !

Il est temps que cesse ce mépris vis-à-vis des usagers. Que fait l'État de l'argent des contribuables ? Assez de victimes ! La population se rend bien compte qu'il faut faire quelque chose car la campagne de sensibilisation entreprise par FR3 ne peut pas être une solution sérieuse. Le réseau routier mérite d'être amélioré et doit s'adapter à l'importance actuelle de la circulation et non pas à ce qu'elle était il y a 25 ans.

Pierre MICHAUT

## SOLIDARITE AVEC MADAME MIRVAL

La justice française ne s'est pas contentée de refuser à Mme Mirval le droit de faire appel à la cour de cassation mais elle lui inflige une amende et la condamne aux dépens.

Rappelons que Mme Mirval est la mère du jeune Antillais, Patrick Mirval qui, rentré sain et sauf à la prison de Fleury-Mérogis, en est ressorti mort, le corps couvert d'ecchymoses, les poumons en sang comme peut l'être quelqu'un que l'on a étranglé.

Eh bien la justice non seulement a décidé qu'il n'y avait lieu de poursuivre personne et en particulier pas les gardiens de prison aux mains desquels se trouvait Patrick Mirval, mais elle estime que Mme Mirval n'a rien à dire, qu'elle fait perdre son temps aux juges, en exigeant que lumière soit faite sur cette

affaire. En foi de quoi, non seulement elle n'ira pas en cassation, mais elle devra payer les frais du procès au cours duquel ce droit d'appel lui a été refusé, ainsi qu'une amende.

Cette décision est tout simplement scandaleuse. Elle exprime le parti pris que peut avoir la justice française et par là même l'État bourgeois et colonialiste, dès lors que ce sont ses gardiens ou ses policiers qui sont en cause.

Mme Mirval ne connaît pas encore le montant des sommes qu'il lui faudra payer mais la justice l'a prévenue de cette condamnation. Dès lors nous devons partout dans l'émigration crier cette injustice, la dénoncer. C'est le premier soutien que nous pouvons apporter à Mme Mirval.

## EMIGRATION .CULTURE: SEMAINE ANTILLAISE AU .BLANC .MESNIL

Le Centre Culturel du Blanc-Mesnil organise, avec les Antillais de la Cité des Tilleuls, une «semaine antillaise» qui se déroulera du 17 au 24 Mars à la Maison des Jeunes du Blanc-Mesnil, rue Victor-Hugo, de la façon suivante :

- Vendredi 16 Mars, 20h, match de football, stade Jean Bouin.
- Festival du cinéma, avec débats. Entrée : 6 F.
- Dimanche 18 Mars, 14h30 «Haïti, chemin de la liberté» et «Hors des jours étrangers».
- Mardi 20 Mars, 20h30 «En l'autre bord», film de J. Kanapa sur l'émigration antillaise, avec Toto Bissainthe.
- Mercredi 21 Mars, 20h30 «Tout, tout de suite» avec Jimmy Cliff.
- Jeudi 22 Mars, 20h30 «Queimada», film sur l'esclavage.

- Rencontre avec la jeunesse antillaise (débat, musique).

Vendredi 23 Mars à partir de 20h,

- Samedi 24 Mars, à 20h30 spectacle avec la chanteuse haïtienne, Toto Bissainthe, le Théâtre Noir et bal avec «les pédagogues» (buffet avec boudin antillais, boissons, etc...). Entrée : 20 F.

- Dimanche 25 Mars après-midi, spectacle de marionnettes antillaises avec le groupe Boua-Boua. Entrée : 10 F pour plus de 10 ans.

Chaque jour une librairie qui proposera des romans sur les Antilles et l'émigration et une exposition photos sur les Antilles.

Les travailleurs antillais de l'émigration doivent venir nombreux pour participer à cette manifestation culturelle, discuter et établir des contacts avec les Antillais du Blanc-Mesnil.

## Fort de France : BIB MONVILLE REINTEGRE (SUCCES DU GALA DE SOUTIEN)



Bib MONVILLE

C'est plusieurs milliers de personnes qui se réunirent Mercredi 7 sous le Chapiteau du Parc Floral pour manifester leur soutien à Bib MONVILLE, l'animateur suspendu par la direction de FR3 pour avoir passé dans son émission un Pot-pourri de Guy METHALIE mettant en cause diverses personnalités du gouvernement et des autorités locales.

Max Maurice MADELON, responsable du syndicat CSTM de FR3, reprit le fil des événements et expliqua comment GALLIN (directeur de FR3) décida la suspension de Bib MONVILLE. Et c'est sous des applaudissements de sympathie que furent accueillies toutes les déclarations de soutien à Bib MONVILLE.

Nombreux furent les artistes qui

voulurent ce soir-là témoigner leur solidarité contre la répression qui touchait Bib MONVILLE : Léon SAINTE-ROSE, Daniel RAVAUD, Djo DESORMO, le groupe LAW-PITCHAN et Guy METHALIE l'un des organisateurs, furent chaudement applaudis par une foule trop importante pour tenir dans l'enceinte du Chapiteau.

C'était là en somme une soirée bien réussie qui fit réfléchir un peu plus le sieur GALLIN. En effet, le Comité d'Entreprise a refusé le licenciement de Bib MONVILLE, qui reçut cependant une mise à pied.

Voilà qui montre qu'on peut faire reculer le pouvoir et le contraindre à revenir sur ses gestes arbitraires. Un bon exemple à suivre !

**POINTE-A-PITRE**

**Des travailleuses nous écrivent...**

**LETTRE D'UN GROUPE DE FEMMES DES ETS PAULIN**

Un groupe d'employées de Superette nous a adressé une lettre au moment de la dernière grève. Bien que cette lettre nous soit parvenue avec beaucoup de retard, en raison de la grève des postiers, nous en publions des extraits qui montrent bien que les employées de Superette en ont assez de l'attitude arrogante du directeur Paulin et de sa politique de privilèges dans l'entreprise.

«...Il ne faut pas que M. Paulin se croit tout permis parce qu'il est vice-président de la Chambre de Commerce. Autre caractère colonialiste de ce monsieur : Veron, un cadre métropolitain gagne 17.000 F, il le dit à qui veut l'entendre (il est blanc).

Chevalier un autre blanc, chef boucher du Superette Hibiscus gagne le million. Il est logé et chaque année bénéficie de 2 mois de congés en France, tout cela payé par REC Paulin.

Pourquoi le chef boucher de Superette-Ville qui est un nègre gagne 2.000 F par mois et rien d'autre comme avantage et travaille 2 fois plus ? ...

M. Paulin oublie ses origines et en plus n'a pas de miroir chez lui...»

Les employées tiennent à «faire connaître au public le visage du monstre» qui lors d'une réunion «nous appelait ses enfants et aujourd'hui veut nous traîner en esclaves».

Que de colère s'exprime dans ces quelques lignes émanant d'un groupe de femmes décidées à lutter».

**POINTE-A-PITRE**

**DDASS : une directrice méprisante et raciste**

**ELLE S'EN PREND AUX FEMMES...**

Le personnel de la DDASS proteste, dans un tract, contre le comportement autoritaire et méprisant de la directrice, Mme PILACHON.

Celle-ci, en janvier dernier, s'en serait notamment prise au personnel féminin, affirmant que les femmes sont toujours «soit enceintes, soit qu'elles ont leurs règles ou les seins qui gonflent, ou encore que le mariage les fatigue», etc...

Elle n'admet pas, paraît-il, que le personnel en congé de maladie ait droit à des sorties, telles qu'en prévoit la législation. De même qu'elle n'admettrait pas les autorisations d'absence pour enfants malades. Un comble, on le voit, pour une directrice des... affaires sanitaires et sociales !

**ET AUX EMPLOYES DE DESINSECTISATION**

Mais qui plus est, elle pratique la discrimination à l'égard du personnel. Elle s'en prend aux avantages acquis, notamment par les employés de la désinsectisation. Et dans le même temps qu'elle refuse de titulariser certains agents ayant jusqu'à 9 ans d'ancienneté elle aurait par contre promu en un an un métropolitain recruté comme planton, au poste de représentant du chef du personnel à Pointe-à-Pitre...

Le syndicat demande le «départ immédiat de la Guadeloupe» de Mme PILACHON. Mais le départ d'un haut fonctionnaire raciste et méprisant ne résout pas tous les problèmes, puisqu'un autre prendra sa place.

Si le personnel de la DDASS se mobilise, et mène une action ferme et déterminée, il peut mettre à la raison et Mme PILACHON et tout autre raciste de son genre.

**FORT-DE-FRANCE CENTRE HOSPITALIER**



**UN PERSONNEL HUMAIN C'EST UN PERSONNEL EN NOMBRE SUFFISANT**

Mercredi dernier, la direction nous invitait gratuitement à voir une projection : «On a besoin d'une infirmière», au Théâtre municipal.

Plus de 200 collègues se sont déplacés pour y assister.

Cela faisait plaisir de voir un film où l'on montre que soigner un malade, ce n'est pas seulement lui prodiguer des soins rigoureusement bien faits, mais c'est aussi avoir de véritables rapports humains avec lui. C'est le considérer comme un être humain qui a besoin d'un peu plus de chaleur et d'amitié parce qu'il souffre aussi moralement d'être malade.

En ce sens le film est positif. Mais la réalité est tout autre. Pour donner des soins corrects, pour être disponible envers les malades, il faut que chaque infirmier ait le temps de se consacrer à chaque malade. Il faut que les effectifs soient renforcés. C'est loin d'être le cas au CHFF.

**SAINTE-ROSE : POUR LES CAPITALISTES**

**UNE MACHINE VAUT PLUS QU'UN HOMME**



Ph. ROUDYL

Il y a quelques jours, sur une des habitations de la région de Sainte-Rose (Les Galbas), deux ouvriers agricoles ont été blessés à cause des mauvaises herbes qui envahissent les pieds de canne.

Durant l'inter-récolte, de nombreux champs n'ont pas été désherbés et nettoyés. La coupe est rendue difficile et présente ainsi le danger pour le coupeur de se blesser avec son sabre qui peut s'accrocher aux

herbes. Il est scandaleux de faire travailler des hommes et des femmes dans de telles conditions. Par contre, les usiniers ont nettoyé les champs destinés aux machines, car celles-ci peuvent facilement tomber en panne ou être détériorées à cause des ordures et des pierres.

Les patrons protègent avant tout leurs machines et se moquent éperdument de la vie et de la santé des travailleurs.

**Guadeloupe :**

**DANS LES BANANERAIES : BUTEL (DUMANOIR) : NE CEDONS PAS AU CHANTAGE**

Il y a quelques temps nous avons fait grève pour obliger la direction à payer huit heures la journée de six heures comme sur toutes les plantations. Devant notre détermination Butel avait cédé.

La semaine dernière, il est revenu à la charge. En effet, sous prétexte de difficultés que connaît la banane, il a prétendu ne pas pouvoir donner du travail régulièrement à toutes les femmes... Sauf si elles acceptent d'être payées six heures.

Les camarades femmes ont cédé devant ce chantage et accepté d'arracher des herbes pour un salaire correspondant à six heures par jour. Elles se sont laissées tromper par Butel, cette fois-ci. Mais elles auraient intérêt à s'organiser et exiger d'être payées pour 8 heures de travail. Car bientôt ce sera la pleine saison et Butel continuera à les payer six heures au lieu des huit heures obtenues par les travailleurs après la grève. De toutes façons, il faut que tous les travailleurs obligent Butel à respecter l'accord qu'ils ont su arracher de haute lutte.

**SECURITE SOCIALE FORT-DE-FRANCE**

**LA DIRECTION N'EST PAS A UNE MESQUINERIE PRES**

La direction vient de supprimer un avantage acquis par les femmes de la Caisse.

En effet, alors que jusqu'ici à chaque rentrée scolaire, les mères bénéficiaient d'une journée pour l'inscription de leurs enfants à l'école, voilà qu'une nouvelle note de service en décide autrement.

Cette note fait suite à un protocole d'accord signé par les syndicats et l'UCANSS où il est accordé une journée mobile pour tous les agents, pouvant être prise au gré des travailleurs.

Mais la direction, prétextant l'octroi de cet avantage, a tout simplement supprimé la journée déjà accordée aux mères pour la rentrée scolaire.

Avec la journée mobile, la direction a trouvé un bon prétexte pour s'attaquer aux droits acquis par un certain nombre d'entre nous, en espérant que cela passera inaperçu !

**FORT-DE-FRANCE**

**COMMUNIQUE**

Des habitants du Morne Pichevin réagissent contre l'arrêté préfectoral déclarant leur quartier insalubre. Ils ont introduit un recours en annulation devant le tribunal administratif, mais ils tiennent à alerter l'opinion publique. Nous présentons ci-dessous des extraits de leur communiqué.

«Le Syndicat des Locataires de Terrains Propriétaires des Maisons et de Sous Locataires du Morne Pichevin tient à porter à la connaissance de tous, de ses adhérents, de toutes les familles qui résident au Morne Pichevin qu'après les arrêtés pris par le Préfet de la Martinique, déclarant insalubre ce quartier de Fort-de-France où vivent tant de familles nombreuses et modestes :

1) Il est étonnant que l'Administration Préfectorale pour faciliter une opération commerciale réalisée par la SODEM, ait pu invoquer l'insalubrité du quartier Morne Pichevin alors qu'au fil des années les conditions de l'habitat se sont sensiblement améliorées grâce aux sacrifices consentis par les familles, les propriétaires et les locataires.

2) Que leurs revendications sont parfaitement légitimes car les familles veulent être relogées dans des conditions qui sont décentes et compatibles avec leurs besoins familiaux.

3) Que les propositions faites par la SODEM sont inacceptables, lorsqu'elle demande aux familles qu'on veut déplacer de prendre en charge les travaux de finition des ébauches de logements qu'elle a construites elle-même à Château-Bœuf avec l'aide de la Municipalité de FORT-DE-FRANCE.

4) Que rien ne s'oppose à ce que de nombreux propriétaires ou locataires ou sous-locataires puissent à condition de prix égal avoir la priorité dans les logements qui seront construits au Morne Pichevin sauf si certains estimaient que ces nouvelles résidences doivent être réservées à une catégorie sociale privilégiée.»

**DANS L'EMIGRATION (PARIS)**

**ASSISTANCE PUBLIQUE : NON A LA NOTATION**

Au Centre hospitalier de la Pitié-Salpêtrière les travailleurs vont actuellement signer leurs notes. Il se trouve que cette année, un assez grand nombre d'agents ou de stagiaires aides-soignants, parmi lesquels de nombreux Antillais, ont été mal notés. Certains d'entre eux ont écrit à la direction pour protester. Mais beaucoup ne savent pas qu'ils ont le droit de faire appel si la note leur paraît injuste ou ils le savent trop tard. C'est le cas de deux Antillais qui se sont vu répondre que, 15 jours après avoir signé leurs notes, il ne leur était plus possible de faire de réclamations.

Le problème qui se pose à ce propos n'est pas seulement celui de protester contre une mauvaise note, c'est de remettre en cause le système de notation lui-même.

Actuellement l'Assistance publique a décidé de faire des économies. Elle estime qu'elle emploie 3000 travailleurs de trop. Par ailleurs, l'Assistance publique menace constamment les élèves aides soignants de rester agents s'ils ont une mauvaise note. Dans ces conditions la note reste une arme de l'administration contre les travailleurs. Non seulement contre les agents non titulaires susceptibles d'être licenciés et contre les élèves aides-soignants, mais contre tous. La note permet d'exercer une pression sur les travailleurs pour leur imposer surcroît de travail et docilité.

Il est donc temps que disparaisse ce système de notation. La notation, c'est le risque d'être jugé sur sa «bonne tête» par une surveillante plus ou moins bien intentionnée. La notation c'est aussi le fait qu'en période de crise l'administration peut baisser artificiellement les notes, indépendamment du travail des agents, afin de faire des économies sur le dos des travailleurs.

# L'appel du PPM aux «amis européens»: encore un substitut à la lutte!



Le «grave et pathétique appel» que vient de lancer Camille DARSIERES, secrétaire général du Parti Progressiste Martiniquais, aux «amis européens» pour qu'ils quittent d'eux-mêmes la Martinique «quand il en est temps encore», a suscité de nombreuses réactions.

Cet appel intervient à la suite d'une longue période de propagande entreprise par le PPM sur le thème du «génocide» par substitution.

Selon le PPM, le colonialisme français aurait ourdi un plan machiavélique visant à remplacer petit à petit les Martiniquais par des Européens, et ceci jusqu'à la disparition

totale du peuple martiniquais dans son île même.

Pour notre part, nous ne partageons point cette idée, qui ressort plus d'un thème d'agitation nationaliste que d'un argument véritablement pesé et réfléchi. Il est plus exact de noter que le colonialisme français tient à s'assurer aux Antilles une base sociale qui lui soit favorable, et qu'il encourage pour cette raison la venue des Français ici.

Outre le fait qu'il apparaît pour le moins curieux de s'en prendre à ses «amis» et non à ses «ennemis», le fait pour le PPM d'engager une telle démarche vis-à-vis des «amis européens» est significatif de la politique

qu'il mène actuellement.

Cette politique consiste à chercher des substituts à une véritable lutte anticolonialiste, car une telle lutte devrait mettre en branle les couches les plus profondes du peuple martiniquais contre les détenteurs réels du pouvoir colonial, c'est-à-dire avant tout, contre le préfet, les gendarmes et les forces de répression diverses qui quadrillent le pays et protègent les intérêts des capitalistes.

Mais le PPM, qui est un parti essentiellement petit-bourgeois, se garde bien d'appeler à une telle lutte. Il sait que les sentiments de révolte et de colère qui peuvent exister dans le cœur des opprimés, ouvriers et paysans pauvres, peuvent déboucher sur une lutte de plus large envergure que celle qui peut naître du sentiment de frustration d'une petite-bourgeoisie nationale revendiquant avant tout le droit d'occuper des postes qui lui sont actuellement refusés.

Et si demain le peuple — ses couches les plus opprimées — se lève aux Antilles, ce ne sera certainement pas pour limiter son combat à remettre pouvoir et postes occupés par le colonialisme et les privilégiés actuels à la petite bourgeoisie nationaliste.

C'est d'un tel débordement que le PPM ne veut pas, ni de l'intervention propre des pauvres dans la lutte contre le pouvoir colonial.

La question est donc de savoir si les travailleurs sauront mettre en pratique les habitudes acquises pendant la lutte contre la dictature du Shah pour apprendre à se défendre, à s'organiser avant que la chape de plomb de la dictature ne retombe sur le pays.

## A LA CITE SCOLAIRE DE TRINITE LA GREVE A REPRIS

Les élèves du Lycée et du LEP de Trinité se sont remis en grève le lundi 12 Mars au matin, ce mouvement faisant suite aux reproches qu'ils continuent d'adresser aux professeurs français Vilpoux et Charpentier, accusés de racisme.

En effet, alors que les cours avaient repris à la veille des vacances du Carnaval, une certaine tension continuait à régner dans l'établissement, à un point tel que aujourd'hui, 11 classes sur 12 réclament le départ des deux professeurs mis en cause.

L'administration du lycée n'a jamais fait en sorte que Vilpoux et Charpentier ouvrent le dialogue avec leurs élèves. Bien au contraire, par toute son attitude, elle laisse entendre qu'elle couvre les agissements des deux enseignants. C'est ainsi qu'elle a menacé d'exclure une classe entière. De plus, on entend de plus en plus fréquemment des bruits de fermeture de la Cité Scolaire. Dans ce cas, on peut dire tout de suite que cela ne servira à rien, les problèmes n'étant point résolus. Il faudra bien autre chose pour apaiser la colère des élèves.

J. B.

## A PROPOS DE LA BROCHURE : "LES INDEPENDANTISTES FACE A EUX-MEMES"

On peut au moins reconnaître à Guy Cabort-Masson cette qualité qu'est la franchise. En effet, alors que ses amis politiques truffent leurs discours et leurs écrits de mots comme socialisme, communisme, luttes de classes, etc... Cabort-Masson militant nationaliste connu de la Martinique, ne s'embarrasse pas de tels artifices de langage. Nationaliste il est, nationaliste il s'affirme, haut et clair, dans une brochure parue il y a deux semaines environ.

Cette brochure intitulée : «Les indépendantistes face à eux-mêmes» est l'occasion pour Cabort-Masson de régler ses comptes avec ses amis politiques du courant nationaliste.



Cabort-Masson

Ainsi Cabort accuse les militants nationalistes d'être «de bons pères de famille, allant le dimanche à la plage». Il leur reproche leur comportement petit-bourgeois. Ainsi, certains «folkloristes» comme le dit Cabort, ont été incapables de tenir — dit-il — leur engagement de vendre 5 journaux et de cotiser 50 francs par mois quand ils touchaient 6 à 7.000 F de salaire. On le voit donc, la critique est sévère et sans nuances.

On pourrait alors croire que l'auteur, déçu par le comportement de ses amis politiques, leur tournerait le dos. Erreur ! C'est encore aux intellectuels nationalistes et plus particulièrement à Marie-Jeanne, par ailleurs sévèrement critiqué dans la brochure, que Cabort s'adresse de nouveau pour créer le front que le journal nationaliste SIMAO aujourd'hui disparu avait vainement tenté de mettre sur pied il y a un an.

En tout cas, Cabort a au moins le mérite d'être clair : pour lui, le socialisme, la lutte de classe, tout cela n'est pas à l'ordre du jour. Au contraire, Cabort vante ouvertement le mérite des capitalistes «nationaux» martiniquais, qui peuvent soutenir le combat pour l'indépendance, mais à condition

qu'on ne vienne pas leur parler de «peuple», comme l'affirme Cabort lui-même.

Alors les travailleurs doivent vraiment prendre les idées de Cabort et des nationalistes pour ce qu'elles sont : des idées opposées à la classe ouvrière, même si dans un premier temps ces messieurs essaient de se concilier celle-ci.

J. B.

## La jeunesse ...

(SUITE DE LA PAGE 1)

pendant certes mais d'où l'exploitation et l'oppression pour les travailleurs et la majorité du peuple ne seront point bannis.

La partie du peuple antillais qui doit conduire la lutte et donc qui doit s'y préparer dès maintenant, c'est la classe des travailleurs — c'est le prolétariat.

Et les jeunes qui aujourd'hui se posent des questions, cherchent une perspective, peuvent beaucoup pour que demain la classe ouvrière prenne la tête de cette lutte contre le pouvoir colonial.

C'est aujourd'hui que se prépare la société de demain. Car selon les forces sociales qui assumeront la direction de la lutte contre l'impérialisme français nous vivrons dans des sociétés différentes.

Avec la classe ouvrière organisée et consciente, s'ouvre la perspective d'une société débarrassée du joug capitaliste dans un pays libéré de l'oppression nationale. Mais avec la perspective combien exaltante de bâtir une société socialiste — en commençant là où nous vivons, et en appelant les travailleurs du monde entier à s'engager dans cette voie.

Cette société socialiste, c'est celle qui nous permettra de ne pas refaire trois siècles plus tard la même société qui en Europe et ailleurs a conduit à la barbarie du monde moderne.

L'avenir ne doit pas se réduire pour nous à regarder en arrière ni notre propre passé, ni celui des autres, mais bien ce que peut être demain une société plus évoluée que la société capitaliste actuelle.

La lutte contre le pouvoir colonial peut déboucher sur cela — y compris dans ces petits pays que sont les Antilles. Nous pourrions au moins à notre échelle poser le problème et bâtir avec cette perspective une société où il fasse bon vivre où la fraternité et l'égalité ne seront pas des mots vains.

La jeunesse intellectuelle peut être pour beaucoup dans cette lutte, si elle joint ses efforts, ses connaissances et son courage à ceux des travailleurs.

## IRAN : LE VRAI VISAGE DES RELIGIEUX

La politique que les religieux entendent imposer à l'Iran ne va pas sans soulever des protestations.

Ainsi plusieurs dizaines de milliers de femmes ont manifesté ces jours derniers contre les ordres les concernant donnés par Khomeiny. Le leader religieux a en effet décidé d'imposer à toutes les femmes le respect des lois islamiques. Il leur sera interdit de divorcer, elles ne devront plus s'habiller à l'occidentale et toujours selon les religieux elles devront porter le «tchador» qui est le voile traditionnel. Ce voile exprime le fait que la femme est propriété privée de son mari qui seul a le droit de la voir dévoilée.

Aujourd'hui une partie d'entre elles n'entend pas, sous le prétexte de coutumes liées à la religion islamique, être reléguées au second rang et même considérées comme des esclaves.

Devant l'ampleur du mouvement de protestation des femmes iraniennes, le gouvernement a dû reculer. Bien sûr, le port du voile n'a pas été totalement supprimé mais celui-ci a été réduit à une voilette symbolique.

Cette victoire, même mince, remportée par les femmes n'empêche pas que dans la république islamique qui est mise en place en IRAN, elles soient traitées au second rang.

Une crise ministérielle a été évitée de justesse la semaine dernière. Certains ministres voulant démissionner parce que Khomeiny leur reprochait de continuer à vivre à l'occidentale.

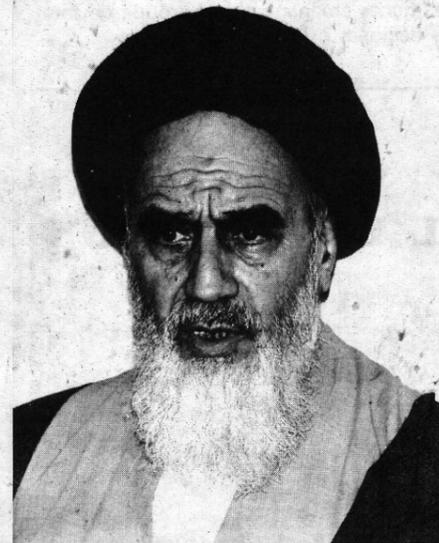
Par ailleurs Khomeiny a fait savoir que les journaux, les films devront être compatibles avec l'esprit coranique.

De cet esprit coranique on peut déjà en avoir une idée au vu de certaines dispositions qui sont déjà appliquées en Iran. Ainsi on fouette les voleurs, on fusille des proxénètes et des violeurs, les femmes prises en flagrant délit d'adultère doivent être lapidées.

Khomeiny s'appuie donc sur les préjugés pour soumettre toute la population à des lois religieuses rétrogrades et moyenâgeuses.

Les femmes qui manifestent aujourd'hui — et elles ont raison de se battre — révèlent aussi la grogne qui commence à se manifester dans le milieu de la petite-bourgeoisie de Téhéran. Cette petite-bourgeoisie, bien qu'hostile au Shah, a profité des retombées de l'exploitation du pétrole et elle a pris des habitudes de vie à l'occidentale. Aujourd'hui elle n'accepte pas que les religieux remettent ces habitudes en cause. Elle n'accepte pas l'autoritarisme, l'égalitarisme des religieux. C'est pourquoi elle est la première à protester.

Mais ce n'est pas seulement à elle que s'en prennent les religieux. En voulant ré-



L'Ayatollah KHOMEINY

tablir l'ordre à tous prix, en attaquant les «marxistes» c'est aussi après la classe ouvrière qu'en ont les religieux. Il s'agit qu'elle reprenne docilement le chemin des usines.

Aussi se contente-t-il de lancer des appels qui, s'ils peuvent lui donner une apparence radicale, ne remettent pas fondamentalement en cause le pouvoir colonial, et ont l'avantage surtout de ne pas appeler les masses laborieuses et la classe ouvrière à s'organiser et à passer à l'action contre ceux qui les oppriment réellement.

C. G.

## COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire